

Séminaire Management et Cultures d'Entreprises

*organisé en collaboration avec la Maison des sciences
de l'homme et la chaire "Management multiculturel et
performances de l'entreprise" (Renault-École
polytechnique-HEC) et grâce aux parrains de l'École de
Paris :*

Algoé²
Alstom
ANRT
AREVA²
CEA
Chaire "management multiculturel
et performances de l'entreprise"
(Renault-X-HEC)
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNES
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Crédit Agricole SA
Danone
Deloitte
École des mines de Paris
EDF DR&P
ESCP Europe
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
Fondation Crédit Coopératif
Fondation Roger Godino
France Télécom
FVA Management
Groupe ESSEC
HRA Pharma
IBM
IDRH
IdVectoR¹
La Poste
Lafarge
Ministère de l'Industrie,
direction générale de la compétitivité,
de l'industrie et des services
OCP SA
Paris-Ile de France Capitale Economique
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Saint-Gobain
Schneider Electric Industries
Thales
Total
Wight Consulting²
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources Technologiques et Innovation
² pour le séminaire Vie des Affaires

(Liste au 1^{er} janvier 2011)

TRIBUS ET ARMÉE AMÉRICAINE EN IRAK

par

Hosham DAWOD

Anthropologue au CNRS (IIAC-LAIOS)
Responsable scientifique du programme Proche et Moyen-Orient
Fondation Maison des Sciences de l'Homme

Séance du 4 octobre 2010

Compte rendu rédigé par Hosham Dawod
à partir d'une première version établie par Pascal Lefebvre

En bref

Depuis une vingtaine d'années, Hosham Dawod mène des recherches sur la composition multiethnique et multireligieuse, et les problématiques de "pouvoirs et parenté" en Irak. Ces études l'ont conduit tout naturellement à s'interroger sur l'adaptation de la tribu et son rôle dans certaines sociétés arabo-musulmanes. Naguère rapidement désigné comme pays arabe laïque et en voie de modernisation accélérée, l'Irak est désormais présenté tout aussi hâtivement comme une "société tribale", dans tous les cas une société incapable de produire un État parlant au nom de tous les Irakiens dans leur diversité. Les guerres, l'embargo, la dictature et l'occupation en sont sans doute des causes. Mais cette problématique – qui secoue d'autres sociétés fracturées comme l'Afghanistan, le Pakistan, le Yémen, ou certaines sociétés d'Asie centrale, d'Afrique de l'Est, d'Afrique subsaharienne, le Soudan et bien d'autres sociétés non musulmanes – n'est pas un épiphénomène. C'est simplement que la tribu se trouve aujourd'hui sans cesse investie d'enjeux politiques contemporains.

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse
des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

Ont participé : P. Agrell (Ecklöv AB), B. Alglave (La Poste / IREPP), M. Berry (École de Paris du management), N. Cerneka (IBA), J. Charlet du Rieu, S. Duflos (École de Paris du management), P. Coget (Fondation Un Avenir Ensemble), É. Godelier (École Polytechnique), B. Ismaël (IHEDN), H. Lagarde (Fedal), P. Lefebvre (École de Paris du Management), C. Morel, C. Riveline (Mines ParisTech), N. Olivier (École Polytechnique), E. Sauvage (Université d'Évry / Gestion & Société), P. Souplet (Université Paris X- Nanterre), F. Weill (École de Paris du management),

EXPOSÉ de Hosham DAWOD

Peut-être vous sera-t-il utile que je vous livre quelques éléments sur mon cheminement intellectuel, notamment sur les recherches que je mène depuis une vingtaine d'années. Je suis anthropologue de formation. En arrivant en Europe, j'ai choisi dès les années 1980 d'étudier la question tribale et des groupes ethniques en Irak et dans le sud-est de la Turquie (le Kurdistan turc). Mes amis, et plus encore certains de mes collègues, s'en étonnaient, qui voyaient l'Irak avancer dans la voie de la modernité et pour qui les études sur les tribus et la parenté relevaient d'un passé poussiéreux. Je m'intéressais alors tout particulièrement à la question de "pouvoirs et parenté", non seulement au sommet de l'État mais aussi dans les corps intermédiaires.

Cependant, travailler sur la société irakienne, même pour un chercheur qui en est originaire, n'est pas chose aisée. Rappelons que ce pays est entré dès 1980 en guerre contre l'Iran, que l'Occident, à l'époque, réduisait à une entité islamiste radicale d'expression chiite sous le commandement de l'Ayatollah Khomeiny. Tout naturellement, l'Irak devenait l'allié de l'Est soviétique et de l'Ouest. Dix ans plus tard, avec son occupation du Koweït, la tendance s'est inversée et l'Irak, devenu un pays occupant, s'est trouvé confronté à une coalition internationale dont le but affiché était de libérer le Koweït de l'armée d'un régime présenté désormais comme dictatorial et prédateur, et par-dessus tout honni par une majorité de sa propre population. De 1990 à 2003 le pays a subi un embargo implacable, comme rarement pays eut à en subir, et il s'est refermé sur lui-même. Le pouvoir en place et la population se sont efforcés de se maintenir chacun comme il le pouvait : le pouvoir, en contournant l'embargo par la contrebande et les trafics en tous genres, et un système "clanico-mafieux", tandis que la population s'enfonçait inéluctablement dans une culture de survie. Il est impossible de comprendre la société irakienne d'aujourd'hui sans revenir sur cette période de métamorphoses.

En 2003, deux ans après l'attaque du World Trade Center, une décision de George W. Bush, soutenu par une Administration américaine sourde à toute contradiction, fut le prélude à une troisième guerre du Golfe et à l'occupation de l'Irak.

Mais à partir de 2005, et plus encore de 2006, les Américains se sont trouvés totalement désemparés face aux réalités explosives irakiennes rythmées par des conflits non maîtrisables. En février 2006, le plasticage de deux mausolées d'imams chiites à Samara a été l'étincelle qui fit éclater une guerre civile dans des régions entières du pays. Pour l'Administration américaine, l'heure a alors sonné pour un changement stratégique profond. Le général David Petraeus a donc été nommé patron des forces américaines en place. C'est un général quatre étoiles atypique. En plus de ses études et de son expérience militaires, il a étudié les sciences sociales à Princeton et a soutenu une thèse en relations internationales. Une fois patron militaire incontesté en Irak, il a eu l'idée d'embarquer des dizaines d'anthropologues, pratique usuelle de l'armée américaine et des armées occidentales remontant aux années 1920 mais pourtant inédite en Irak. Avec un budget d'environ 40 millions de dollars par an, ces anthropologues, dont la plupart étaient américains, furent recrutés avec pour mission précise de déconstruire les logiques sociales locales, de trouver les moyens d'instaurer une communication avec la population et de proposer aux militaires des méthodes pour circonscrire l'insurrection.

La problématique tribale

La tribu, comme je le rappelais au départ, m'intéressait comme problématique scientifique fonctionnant à la manière d'une mini-société, de taille très variable, regroupant quelques dizaines de milliers de personnes en moyenne. Elle est constituée de gens qui se reconnaissent entre eux comme étant les descendants d'une même origine (réelle ou fictive), originaires d'une même région, parlant la même langue et le même dialecte, et partageant ainsi le même sang (idéologie de la consanguinité). En Orient, comme ailleurs, quand vous êtes parents, cela crée des obligations mais aussi des formes de solidarité utiles et efficaces

pour régler les conflits ou, au contraire, pour imposer des sanctions. Ce processus crée, à l'intérieur de la tribu, des instances désignées ou imposées par la force. Mais nous devons nous défaisser de cette image quelque peu idyllique et romantique que l'on se fait parfois en Europe du monde tribal arabe car celui-ci est aussi un monde hiérarchisé, qui connaît le recours à la violence, la domination masculine, etc. Nous avons donc affaire à un groupe dont la gestion relève de la politique, à la différence de l'ethnie qui n'a pas cette dimension politique implicite.

Territorialité, pouvoir, esprit de corps (*'asabiyya*) et instrumentalisation du rapport de parenté sont à l'origine de la réalité tribale qui avait cours dans les campagnes et les petites et moyennes villes jusque dans les années 1950. Lorsque l'État s'est affirmé et imposé, les tribus ont dû s'en accommoder et négocier avec lui une partie de la gestion économique et sociale de leur territoire. Mais la souveraineté et la représentation des citoyens sont désormais devenues le cœur même de la légitimité de l'État. Historiquement, plusieurs types de tribus ont prévalu. Certains types ont évolué au cours de l'Histoire, au point de devenir de grandes confédérations tribales avec des chefferies à l'intérieur desquelles s'impose une maison leader. L'une des meilleures illustrations classiques de ce propos reste l'exemple de l'Arabie Saoudite : ce sont les ascendants de la maison des Al Saoud qui ont fait alliance avec le prédicateur religieux Mohammad Ben Abd Al Wahhab, qui ont unifié à trois reprises l'Arabie à laquelle ils ont accolé leur nom (l'Arabie devenant saoudite). C'est là un cheminement classique, mais il y en a d'autres.

Dans d'autres typologies d'évolution, la tribu peut accompagner l'État, sans pour autant se substituer à lui. Mais, avec le temps, elle s'affaiblit au profit de celui-ci, lequel n'accepte pas de nos jours d'être concurrencé sur le terrain de la souveraineté et du droit à représenter les citoyens ou les sujets et, faute de pouvoir éradiquer la tribu, essaie de la subordonner.

Selon une troisième forme d'évolution typologique du fait tribal, l'État tente d'éradiquer la tribu, militairement ou par l'effet de la progressive évolution classique de la société qui sape les bases matérielles et idéelles qui permettaient à la tribu sa reproduction.

Parmi ces trois modèles, l'État irakien se rapproche du deuxième. La tribu s'est métamorphosée en termes de réalité politique et territoriale, mais subsiste en termes de réalité culturelle et sociétale et peut parfois émerger politiquement en cas de faiblesse de l'État ou par l'appel et l'encouragement de celui-ci, voire d'une force globale supra locale (l'armée américaine aujourd'hui). Dans le cas irakien, au moins, la modernité n'a pas dissous la tribu !

Les tribus s'adaptent

La tribu s'adapte malgré les clichés qui la tiennent pour une survivance du passé et un signe de sous-développement, voire une modernisation non achevée. Quand les Américains sont arrivés, en 2003, ils ont cherché un chef d'État possible qu'ils ont trouvé en la personne de Ghazi Al Yawer, neveu du chef de la grande confédération tribale Shammar. Cette tribu s'étend du nord-ouest de l'Irak jusqu'aux portes de Riyad, en Arabie Saoudite, et regroupe selon ses membres deux à trois millions de personnes. Fait intéressant, lorsque l'on feuillette le curriculum vitae de ce personnage, on s'aperçoit qu'il n'a absolument rien d'un chef de tribu au sens traditionnel que le romantisme européen garde vivace : on y découvre qu'il a fait ses études à Georgetown, qu'il parle plusieurs langues et qu'il est un homme d'affaires avisé qui possède une société informatique dans la partie orientale de l'Arabie Saoudite. Nulle trace ici d'un chef guerrier chevauchant sa monture, fusil à la main, et connu pour sa férocité à l'égard de ses ennemis autant que sa générosité à l'adresse des siens.

En second lieu, les individus qui composent la tribu – après tant d'évolutions de la société et de l'État – ne se sentent plus guère redevables à son égard et il ne subsiste plus de liens réels fonctionnels qu'au niveau infratribal (clans et grandes maisons) pour les réunir. Mais dès que le besoin s'en fait sentir, lors d'un conflit par exemple (à l'intérieur ou à l'extérieur de la

tribu) ou pour accéder à l'Administration, on voit l'individu cette fois-ci s'appuyer sur les rapports tribaux qu'on croyait totalement dépassés.

Prenons un exemple que j'ai étudié, avec l'aide d'une équipe irakienne qui se trouvait sur le terrain au moment des élections locales et provinciales en janvier 2009. Nous avons observé le poids et l'implication dans le jeu politique local et national de l'un des plus grands chefs d'une confédération tribale du sud de l'Irak, le cheikh Mzahim Al Tamimi (cheikh de Beni Tamim). Rappelons que cette confédération tribale s'est sédentarisée en terre irakienne il y a plus de treize siècles. Elle compterait près de 800 000 membres et est largement implantée dans la région de Bassorah. Ce cheikh est un cas remarquable à analyser. Il fut l'ancien chef de la Marine nationale irakienne, a fait ses études à l'Académie militaire de Kiev, a aussi étudié la théologie et la philosophie à Bagdad, parlant l'ukrainien, l'anglais et bien sûr l'arabe. Dès que les Britanniques sont entrés en Irak, en 2003, ils l'ont nommé maire de Bassorah pour une courte période, avant que les islamistes chiites et leurs milices s'imposent politiquement et "sécuritairement", ce qui a largement affaibli le rôle politique de ce cheikh comme celui de ses semblables. Mais après quatre ans de gestion calamiteuse au niveau local et national, le discrédit a été jeté sur les islamistes irakiens, aussi bien sunnites que chiites. Et, quelques chefs de tribus en ont conclu que l'heure de leur retour sur la scène politique avait sonné. Quelques-uns se sont empressés de se présenter tout d'abord aux élections locales (2009) puis nationales (2010). Il y avait tout lieu de croire, si les solidarités tribales avaient fonctionné, qu'ils obtiendraient sinon un poste de maire au moins celui de député. Le cheikh Mzahim Al Tamimi croyait qu'il était parmi les favoris, vu la taille de sa confédération tribale et son propre titre, sans parler de son prestige politico-militaire passé. Or, il n'a obtenu que 538 voix sur environ un million d'inscrits !

Ce sont des questions importantes qui demandent de longues enquêtes de terrain, une connaissance fine du tissu social et le poids de l'évolution globale sur la réalité locale. Cela nous amène également à réfléchir sur ce qu'est l'individu au sein d'une tribu d'aujourd'hui, sa marge de décision, son autonomie au moment des choix et des votes, le poids de l'État, la modernité, l'ouverture, l'écart entre lui et le groupe, les contraintes (imposées ou choisies) qui pèsent sur lui et ainsi de suite.

Les métamorphoses des tribus

Nous venons de voir que la tribu se métamorphose et s'adapte à la réalité. Mais comment cela fonctionne-t-il dans les différentes régions de l'Irak ? Il faut savoir que, en Irak comme ailleurs, toutes les régions du pays n'ont pas connu le même itinéraire de développement socioéconomique. Dans la partie sud, par exemple, ce sont essentiellement des grandes terres agricoles qui abritaient d'importantes confédérations tribales et qui se sont trouvées dès le XIX^e siècle confrontées à une accélération de l'instauration du régime de propriété privée de la terre, qui avait été jusqu'alors en grande partie un régime de propriété commune. Cette évolution s'accélère rapidement avec l'occupation britannique de la Mésopotamie suite à la Première guerre mondiale, marquant une première grande rupture politique. L'Irak moderne naissait alors.

Cette nouvelle donne a transformé non seulement les structures politiques d'alors, mais elle a aussi bouleversé le régime de la propriété terrienne et les rapports sociopolitiques qui en découlent. Entre 1920 et 1958, l'essentiel de la terre fut privatisé – les chefs de tribu devenant les possédants et des acteurs politiques centraux de l'État –, les rapports économiques dans la campagne ont été monétisés et une majeure partie de la paysannerie s'est vue subordonnée par la force à ses nouveaux maîtres qui n'étaient, quelques décennies auparavant, que des chefs de tribu d'une société locale partiellement égalitaire. Le nomadisme, dans la foulée de ce siècle de Grandes transformations (1860-1960), a amorcé son déclin pour quasiment disparaître aujourd'hui. Toujours sur le plan politique, la deuxième grande rupture de l'Irak moderne fut la chute de la monarchie en 1958 (qualifiée aujourd'hui encore par une majorité des Irakiens de "révolution"), qui a conduit à la distribution des terres aux paysans et a mené à la nationalisation de la banque et de l'essentiel de l'économie nationale.

Sur le plan sociologique, cette évolution rapide (moins d'un siècle) a vu la société irakienne passer d'un tissu social majoritairement tribal et rural à un autre type de société où le poids urbain devenait prépondérant, avec un rôle de plus en plus visible de l'individu, et où les rapports marchands prédominent désormais ; la base matérielle de la solidarité tribale s'étant irréversiblement métamorphosée, sans pour autant disparaître, cela a favorisé la montée d'une paysannerie qui a constitué le réservoir d'un État rentier usant de ses phénoménales ressources pétrolières fraîchement découvertes pour s'affranchir des contraintes économiques immédiates et des pressions sociales.

Les choses se sont passées différemment dans les parties ouest et nord-ouest de l'Irak, d'où Saddam Hussein était originaire. Ce sont des régions contrastées dont une grande partie est aride, voire désertique, dans lesquelles les tribus sont de moindre taille que celles du Sud et où la solidarité interne est beaucoup plus forte. L'agriculture y est présente, mais beaucoup plus parcellaire. Les secteurs d'activité qui s'offrent principalement aux gens des petites et moyennes villes sont le petit commerce urbain, la contrebande ou le service de l'État dans l'armée ou l'éducation nationale. Dans les villes de l'Ouest, on a gardé cette forme de cooptation comme mode de promotion sociopolitique à travers un renforcement et une solidarité tribale régénérée additionnée à d'autres types de solidarités héritées : l'arabité en tant qu'identité ethnique, l'islam en tant que religion, le sunnisme en tant que confession. Cet emboîtement identitaire, au niveau politique, renforçait et cimentait la capacité du groupe une fois qu'il se trouvait au cœur du pouvoir. C'est ainsi que s'est formé, puis a longtemps fonctionné, le pouvoir de Saddam Hussein.

On disait à tort de ce pouvoir qu'il était dû au fait que ses éléments étaient sunnites plutôt que chiites, etc. Cela pouvait paraître vrai, mais dès que l'on se penche sur le terrain, les choses deviennent beaucoup plus complexes. Dans les années 1970, Saddam Hussein n'a jamais professé d'idéaux confessionnels ou tribaux. Il ambitionnait de devenir un nouveau Nasser dans le monde arabe. Il en avait les moyens financiers et les opportunités, et était alors soutenu non seulement par le monde soviétique mais aussi par le monde occidental. Le socle idéologique du Baas irakien était un nationalisme panarabe surgissant d'un modèle local (l'Irak), il était porteur d'une vision moderniste. Rappelons que sous son régime, dans les années 1970, l'Irak a été le premier État au Proche-Orient à être alphabétisé, après Israël. Mais, en modernisant l'État, Saddam Hussein avait toujours la hantise de perdre le contrôle sur le pouvoir politique : il savait pertinemment que le premier coup d'État au Proche-Orient, en 1936, s'était produit en Irak, et que cela n'a pas cessé depuis ! Moderniser le pays, certes, mais pour le Baas, la hantise était de perdre le pouvoir. Saddam Hussein résumait parfaitement cette équation complexe par ces mots : *« il y a deux sortes de gens : ceux d'expérience et ceux de confiance. Aux premiers revient la gestion de l'État ; aux seconds, le contrôle et la gestion du pouvoir. »*

Ainsi, les gens se répartissent en deux catégories : ceux qui sont proches des décisions politiques, de loin les plus importants et à qui les dirigeants sont liés par de multiples facteurs de parenté, confessionnels, régionaux, tribaux ou de fratrie ; et les autres. Et, comme nous l'avons expliqué plus haut, les hommes de Saddam Hussein venaient largement d'une même région et partageaient donc les mêmes attributs (arabes, musulmans, sunnites, descendants des quelques mêmes tribus), il en a découlé tout naturellement une solidarité de corps intense (*'asabiyya* dans le sens khaldounien). Mais cela créa rétrospectivement l'illusion que Saddam Hussein gouvernait, même dans les années 1970, exclusivement sur une base confessionnelle et/ou tribale. Tout a changé après 1990-1991, période à partir de laquelle le pouvoir a franchement basculé dans un mode de fonctionnement coercitif régi fondamentalement par un corpus identitaire ethnico-confessionalo-tribal.

À la suite de la guerre du Koweït et de l'implacable embargo qui s'ensuivit, la base sociale de l'État irakien s'est rétrécie, une grande partie de la société a été livrée à elle-même dans une culture de survie et les individus ont cherché vers quoi se diriger pour être protégés ou s'imposer, d'où une réactivation des tribus fonctionnant cette fois-ci comme identité protectrice davantage que politique.

Le projet américain initial

En 2003, les Américains sont arrivés avec un projet totalement idéologique. Quoi qu'on ait dit à l'époque, je ne croyais pas pour ma part qu'ils étaient venus pour s'emparer du pétrole. L'ironie du sort est que c'est sous la protection de l'armée américaine que les compagnies chinoises, russes, turques et même françaises ont raflé les plus importants contrats pétroliers (c'est-à-dire des États qui tous étaient hostiles non seulement à la guerre, mais à l'occupation même de l'Irak) ! Les Américains, quant à eux, n'ont obtenu qu'un seul champ pétrolifère sur une dizaine au total (Qourna 1) d'une capacité de 12 milliards de barils. Cela n'est certes pas négligeable, mais ce n'est pas aussi énorme que ce que l'on a prétendu au départ. Ce qui leur importait davantage, c'était la possibilité de contrôler vers qui s'écoulait ce pétrole et de pouvoir éventuellement en arrêter le flux, s'ils le jugeaient stratégique.

Sur le plan politico-idéologique, les Américains voulaient avant tout créer un modèle démocratique dans un Proche-Orient jugé jusqu'alors à l'abri de tous les grands bouleversements qui ont secoué la planète depuis la chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'Union soviétique et la vague de démocratisation qu'a connue l'Europe orientale. Les réactions américaines à l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 ont coupé court à cet élan au lieu de l'encourager. Si les conséquences de la guerre d'Irak furent terribles pour la population du pays, elles ne furent pas non plus bienheureuses pour les États-Unis. Jusqu'à présent, ils ont dépensé environ un trillion de dollars et dénombré à peu près 4 500 morts et 35 000 blessés pour le résultat que l'on sait. Mais un des effets néfastes de cette guerre est qu'en dépit de toutes les structures démantelées (État, armée et d'autres repères englobants pour la population) aucun substitut solide n'a depuis pris corps. Au point que ces mêmes Irakiens souhaitent, explicitement ou implicitement, qu'une partie des troupes américaines reste sur place. Cela soulève la question réelle de savoir comment protéger ce pays de l'appétit de tous les fauves qui l'entourent.

La difficulté qu'a rencontrée l'armée américaine en Irak a divisé classiquement l'Administration américaine en deux corps : le département d'État et le Pentagone. En 2003, le Pentagone bénéficiait d'un budget quasi ouvert qui alimentait une multitude de *think tanks* censés trouver le moyen de parachuter la démocratie en Irak. De son côté, le département d'État, dirigé à l'époque par Colin Powell, alertait qui voulait l'entendre sur les dangers de se trouver en face d'une population désespérée de trente millions d'âmes demandant tout et tout de suite. L'intervention, qui a été voulue par les néoconservateurs de Washington comme une délivrance, s'est vite transformée en occupation, attirant la convoitise de tous les groupes islamistes et djihadistes dans le pays et dans la région, et non des moindres, Al Qaïda.

Changement de stratégie

C'est après que la situation soit devenue intenable, à partir de 2006, que le général David Petraeus a été nommé et que les stratégies américaines ont subi un changement radical. La question des tribus est alors réapparue en tant que capacité d'organisation interne, de négociation avec l'autre, et de choix d'hommes sur lesquels s'appuyer pour disposer d'une force de sécurité locale. La mise en œuvre de cette nouvelle stratégie a pris un an pour s'affirmer sur le terrain. L'idée était simple mais audacieuse : il est inutile dans une guerre

asymétrique d'attaquer de front le terrorisme, il faut certes le frapper avec des forces spéciales et un bon réseau de renseignement quand on le peut, mais il est prioritaire de s'occuper de l'environnement social. Le général Petraeus disait ainsi : « *Al Qaïda est volatil, mais la population est stable.* » Qu'importe que vous poursuiviez un djihadiste, si dix portes

s'ouvrent devant lui la nuit pour le mettre à l'abri de vos recherches. Vous ne pourrez considérer que vous avez réussi que lorsque plus aucune porte ou presque ne s'ouvrira pour lui au sein de la population.

C'est dans ce challenge que l'armée américaine est repartie. En premier lieu, elle a créé des forces politiques municipales autonomes en accroissant la décentralisation. Ont ensuite été créées des forces de police, nationales mais largement ancrées localement. Puis des jeunes ont été recrutés, en particulier parmi les anciens militaires, afin de former des milices paramilitaires, le *Réveil-Sahwa*, payés 200 à 300 dollars par mois pour contrôler leur quartier, leur village, voire leur région.

Et, surtout, les Américains ont joué sur la contradiction entre chef djihadiste et chef tribal local. En cela, ils ont repéré quelque chose de remarquable : en 2003-2004, on peut décrire un chef djihadiste comme un militant, souvent d'origine étrangère, son capital symbolique relève essentiellement d'une interprétation rigoriste, d'un islam sunnite flottant au-dessus de la réalité ; il essaie de s'imposer au nom du sacré. Dans ces conditions, il n'était pas facile pour la population de rejeter Al Qaïda immédiatement au nom de la religion. Mais, lorsque ces djihadistes ont voulu subordonner les structures sociales et assujettir les chefs de tribu en s'imposant comme supérieurs au reste de la population, une brèche s'est ouverte alors dans laquelle les Américains se sont engouffrés. Depuis, ces derniers ne cessent fort adroitement de vanter les mérites, réels ou fictifs, des tribus. Néanmoins, cela reste l'un des seuls succès apparents des Américains en Irak. Au point qu'ils sont fortement tentés de le rééditer en Afghanistan.

Une dernière remarque est importante à mes yeux. Malgré la réactivation du rôle des tribus, la société irakienne ne se retribalise pas pour autant. La confusion trouve sa source dans la difficulté de lecture du point suivant : il y a des tribus en Irak, mais la société ne fonctionne pas sur une base tribale. Au final, la tribu en Irak a perdu depuis longtemps la souveraineté sur ses membres et largement sur son propre territoire. Elle fonctionne néanmoins comme un rapport socioculturel capable d'être investi, assujetti, instrumentalisé et subordonné à une structure politique beaucoup plus englobante s'imposant à elle de l'extérieur. Ainsi la souveraineté sur la personne et le territoire est depuis longtemps l'apanage des États. Sinon, il serait difficile de comprendre pourquoi la majorité des membres des tribus en Irak n'ont pas voté aux élections locales et nationales pour leurs chefs ou pour des membres de leur tribu.

DÉBAT

Un changement de paradigme

Un intervenant : *L'arrivée du général Petraeus a ainsi été un changement de paradigme ? Les Américains ont donc évolué de la volonté d'appliquer le modèle idéologique des néoconservateurs à une volonté de rencontre avec les réalités locales. Comment cela s'est-il passé ?*

Hosham Dawod : Comme je le disais plus haut à propos du cheminement intellectuel et militaire du général Petraeus, dès son retour en Irak en 2006, il s'est entouré d'un groupe de chercheurs – certains qu'il connaissait depuis longtemps, et d'autres fraîchement embauchés. Peut-être que le plus intéressant et atypique d'entre eux fut l'ex-lieutenant-colonel de l'armée australienne, titulaire d'un PhD en anthropologie, David Kilcullen, qui était, avec Montgomery McFate, le pivot de cette équipe. Il a d'abord servi son armée nationale (australienne) au Timor oriental, puis en Afghanistan et en Somalie, pour se retrouver ensuite analyste contractuel auprès du *State Department* à Washington, et finalement dans les bagages du général Petraeus de retour en Irak en 2006. Cette équipe d'anthropologues *embaded* (embarqués) a repris en main tout ce qui avait été fait jusqu'alors de façon artisanale sur la question tribale par des officiers de l'armée américaine, notamment par le colonel Alan King : repérer, collationner des informations, etc. Rappelons, soit dit en passant, que ces anthropologues, qui ont fait le choix de travailler auprès de l'armée américaine en Irak, ont été massivement désavoués par l'immense majorité de leurs pairs aux États-Unis.

Vu le blocage sur le terrain, les Américains ont opéré à partir de 2006 un changement profond de leur stratégie militaire en développant l'approche suivante : d'une part, côtoyer la population, comprendre autant que possible son mode de vie, renforcer voire recréer la légitimité des gouvernances locales (notables, chefs de district, chefs de tribu, élite locale, etc.) ; d'autre part, renforcer la capacité opérationnelle des services de renseignement et des forces spéciales. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les activités du fameux général Stanley McChrystal, qui avait déjà fait parler de lui en Irak en étant à la tête d'un groupe militaire de choc. C'est par l'action d'un de ses groupes que Saddam Hussein a été traqué puis capturé. Et, c'est toujours par ses hommes que le chef d'Al Qaïda en Irak, le jordanien Abou Mousa'ab Al Zarkaoui, a été trouvé et éliminé par l'aviation américaine. Ainsi, la stratégie du général Petraeus était forgée par la combinaison de trois éléments inséparables : ouverture vers la société locale, consolidation de la légitimité du pouvoir central pour ensuite traquer et frapper durement les éléments selon lui irrécupérables de l'insurrection tout en gardant la porte entrouverte à certains insurgés islamistes qualifiés de *light*. Aujourd'hui, cette même stratégie, appliquée naguère avec succès en Irak, le général tente de la reproduire en Afghanistan. Mais, comme le disait le philosophe grec Héraclite : « *On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve.* » Il faut savoir que la principale tâche à mener en Irak était la reconstruction d'un État riche, idée à laquelle adhère une majorité des Chiïtes et des Kurdes, c'est-à-dire plus de 75% de la population. En revanche, en Afghanistan, il s'agit de construire un État, qui de toutes les façons, restera pauvre et dépourvu de moyens. Et, à la différence de l'Irak, la population majoritaire en Afghanistan, les Pashtoun, n'a pas totalement coupé avec les Talibans.

Pour revenir à l'Irak, peut-être que le changement le plus fondamental au niveau de la philosophie politique imposée par le général Petraeus est que, jusqu'à 2006, toute la stratégie des Américains en Irak reposait sur une conception simpliste imposée par les néoconservateurs, à savoir affaiblir l'État central en tentant de faire évoluer le pays vers un statut de confédération ethnico-confessionalo-régionale, faire émerger une classe politique locale et mettre en œuvre tous les moyens possibles pour encourager l'émergence d'une société civile et d'une économie privatisée. Rien de tout cela n'a marché, mis à part l'effondrement de ce qui restait de l'État et l'émiettement d'une société désormais tiraillée par des identités belliqueuses.

Or, contrairement aux néoconservateurs, quand le général Petraeus est arrivé, il a immédiatement compris la portée de la longue tradition centralisatrice de l'État en Irak

(comme un peu partout ailleurs en Orient) et il a donc commencé tout naturellement à pacifier le tout à partir du centre. Cela impliquait une remise en cause profonde d'une autre idée fétiche des néoconservateurs : au lieu de l'affaiblir, il a consolidé le pouvoir central et légitimé le statut des chefs.

Sans rien nier aux mérites personnels de Nouri al Maliki, celui-ci était en 2006 encore méconnu d'une large partie de la population et surtout il était à la tête d'un pouvoir faible et contesté par les groupes armés et les milices. Hormis la Zone Verte, le contrôle même de la capitale échappait au pouvoir, au point que Bagdad était coupée en deux : la rive gauche sous la domination d'Al Qaïda et de ses alliés, et la rive droite contrôlée par la milice sadriste, *L'Armée d'Al Mahdi*. Ce découpage mortifère de la capitale a été vécu douloureusement par la population, ce qui explique pourquoi elle fut si disposée à tourner la page des groupes armés et des milices qui semaient peur et terreur. En plus de cela, la détermination du Premier ministre a eu un rôle non négligeable dans la réapparition d'un État et la métamorphose partielle de l'image même du chef (*rais*) dans l'imaginaire collectif. Mais force est d'admettre que ni les aspirations de la population ni la détermination du Premier ministre n'étaient seules à même de provoquer le tournant de 2007-2008. Les moyens supplémentaires militaires, politiques et économiques colossaux mis en œuvre dès la fin 2006 par l'armée américaine ont grandement pesé dans la balance !

La complexité de la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie (appelée *Surge*) a entraîné des évolutions jusqu'alors inattendues dans la population. Un exemple en est le changement du regard que celle-ci porte sur son Premier ministre avant et après *Surge*. Avant, on voyait en Nouri Al Maliki un dirigeant chiite rigide du parti Da'awa → originaire d'une région proche de Karbala (Twerij) → issu de la tribu Albou Ali → du village Jnajeh. Après, on a vu en lui un dirigeant chiite irakien → un musulman → un Arabe → du parti Da'awa → de la région de Tweyrij → de la tribu Albou Ali → du village Jnajeh. Il ne s'agit pas d'un simple classement et reclassement sans effet politique, ce regard porté sur lui traduit l'amplitude de sa légitimité qui se rétrécit ou s'élargit en fonction de l'adhésion de la population à sa ligne politique.

Toutefois, en bon stratège politique, Nouri Al Maliki demeure un dirigeant chiite. Dans sa vision, l'Irak s'articule autour de trois entités ethno-confessionnelles pertinentes : chiite, sunnite et kurde. Et, toujours selon lui, une majorité des Irakiens, comme d'ailleurs une partie importante de la communauté internationale, admet l'idée que l'Irak d'après 2003 doit continuer d'être gouverné par la majorité chiite du pays. Cet état de fait a eu des conséquences importantes. Premièrement, même divisés, avec leurs listes dispersées arrivant en troisième position aux dernières élections législatives du 7 mars 2010, les Chiites se sont assurés de gouverner le pays. Deuxième conséquence, une fois cette première idée admise, Nouri Al Maliki s'est imposé, autant par ses résultats électoraux que par les moyens que l'État a mis à sa disposition, en tant que dirigeant chiite incontournable. Troisième conséquence, cette fois-ci inattendue, l'apparition d'une connivence curieuse entre Américains et Iraniens qui sont tombés d'accord sur la personne de Nouri Al Maliki. Les premiers le soutiennent parce qu'ils pensent qu'il a acquis une certaine expérience, qu'il a montré sa détermination particulièrement lors des confrontations avec les groupes armés et les milices, et par reconnaissance envers lui pour avoir signé l'accord-cadre stratégique organisant le retrait des troupes américaines d'Irak sans mettre un terme à leur présence sur le sol du pays. Quant au soutien des Iraniens à Nouri Al Maliki, il s'explique en premier lieu par son identité confessionnelle chiite et le fait qu'il soit rejeté par les pays arabes des alentours, ce qui est pour eux une garantie de taille. Mais les Iraniens savent que Nouri Al Maliki, dirigeant chiite, musulman, reste un Irakien, de culture arabe. Il sera par conséquent un allié difficile pour Téhéran.

Int. : *Cette entreprise menée par le général Petraeus, et que vous décrivez comme fort complexe, est un changement radical de l'idéologie et de la logique militaire américaine de 2003 à 2006 sous la présidence de George W. Bush. Que se passera-t-il avec Barack Obama ? Se retirera-t-il vraiment d'Irak dans un an, comme il l'avait annoncé ?*

H. D. : Les Américains ont annoncé que, conformément à l'accord passé avec le gouvernement irakien, toutes leurs forces combattantes ont été retirées d'Irak en juin 2010. Il faut rappeler qu'il y a aujourd'hui en Irak quelque 50 000 soldats américains. J'ignore les chiffres exacts

des contractuels envoyés par des sociétés privées de protection, mais en comparant avec les données des années précédentes (il y avait plusieurs dizaines de milliers de *bodyguards* entre 2003 et 2008), il est réaliste d'affirmer que des milliers d'hommes appartenant à des forces paramilitaires se trouvent toujours dans le pays. La secrétaire d'État, Hilary Clinton, parlait récemment de la constitution d'une force de 9 000 militaires qui resteront en Irak après 2011 avec pour principale fonction de protéger l'immense ambassade américaine à Bagdad ainsi que son personnel.

Sur le fond, qu'entend-on par un soldat américain, combattant ou non-combattant en Irak ? Les militaires qualifient le conflit irakien depuis 2004 de guerre de basse intensité qui ne nécessite nullement la présence au sol d'énormes chars Abrams et le survol fréquent de la capitale par des avions F16 pour contrôler ces quartiers ! En revanche, les forces spéciales demeurent essentielles en Irak, car elles sont des forces multifonctions. Elles forment, prennent les armes, combattent ou éliminent tour à tour. Il est évident qu'une partie d'entre elles est vouée ou condamnée à rester après 2011.

Maintenant si l'on regarde la carte géopolitique de la région du Moyen-Orient et sa périphérie immédiate, nous, simples citoyens, serons saisis par le vertige, alors que dire du président de la première puissance mondiale, les États-Unis d'Amérique ? Nul ne peut aujourd'hui ignorer le caractère local et global du conflit afghan, les dangers d'un Pakistan instable, d'un Iran ambitieux et dominateur, d'un Yémen chancelant entre le chaos, le séparatisme et Al Qaïda, d'une Somalie insaisissable, d'un Soudan s'acheminant vers la partition, sans parler du Liban et des Palestiniens. L'Irak se trouve superbement au milieu de tout cela. Est-il vraiment envisageable à Washington de quitter quasi immédiatement ce pays riche mais sans protection réelle ? La *realpolitik* va faire que les Américains resteront, d'une manière ou d'une autre, tout en se tournant probablement vers la communauté internationale pour lui demander de faire un effort. Rester en Irak coûte cher, mais se retirer subitement causera indéniablement davantage de dégâts. Le président Obama, comme tous les responsables des pays démocratiques, est tiraillé par ce dilemme : comment respecter ses engagements électoraux tout en tenant compte de l'intérêt stratégique de son pays dans cette partie sensible du monde qu'est le Golfe arabo-persique ? Il est certainement plus raisonnable de laisser les Irakiens gouverner et protéger leur pays, mais comment ? Et avec quels moyens ? Les Américains ont mis des années pour déconstruire ce qui restait de l'Irak. Le président Obama serait-il capable d'ériger et de laisser derrière lui un État pluraliste et de droit, et le tout en un an ? *That is the question !*

Int. : *Quel a été le rôle de John Negroponte ?*

H. D. : John Negroponte fut, dans les années Reagan, un ambassadeur "de choc" dans une Amérique centrale confrontée aux mouvements révolutionnaires d'extrême gauche. À la même époque, Robert Gates était directeur de la CIA. Des années plus tard, alors que John Negroponte s'est vu confier la coordination entre les divers organes d'espionnage et de sécurité aux États-Unis puis a été de nouveau nommé ambassadeur "de choc", en Irak, entre 2004 et 2005, Robert Gates s'est retrouvé peu de temps après, par une curieuse coïncidence, secrétaire à la Défense en charge, bien entendu, de l'énorme dossier irakien. Quoique John Negroponte ait passé à peine plus d'un an en Irak, sa nomination nous fait clairement penser que les États-Unis ont tenté d'emblée d'appliquer à ce pays les solutions éprouvées quelques années auparavant en Amérique centrale. Cette situation tumultueuse qui a vu la montée et la structuration de l'insurrection dans la zone sunnite et des troubles causés par la milice chiite sadriste devait pour les Américains trouver un règlement rapide et musclé. John Negroponte ne se priva pas de s'employer massivement à l'élimination des radicaux djihadistes en combinant le renseignement et les frappes sévères des forces spéciales. La carrière diplomatique de John Negroponte dans l'Administration Bush s'est achevée par sa nomination en 2007 comme sous-secrétaire d'État auprès de Condoleezza Rice.

Cette politique des ambassadeurs américains successifs en Irak (usant d'une petite carotte et d'un très gros bâton) a été d'usage jusqu'à la nomination en 2007 de Ryan Crocker, dont on parle peu. Il a servi de nombreuses années au Pakistan, en Iran et au Liban et parle plusieurs langues moyen-orientales (urdu, pachtoun, persan, arabe, etc.). Il a formé, avec le général Petraeus, un rare tandem d'efficacité qui a réussi à sauver la politique de George W. Bush en Irak, qui s'enfonçait inexorablement dans l'impasse.

Int. : *Les militaires Américains ont-ils été formés à la réalité des tribus ?*

H. D. : Non. Ils n'y ont pas été formés mais certaines directives ont été modifiées et certains comportements ont été abandonnés. Mais le mal était déjà fait, leur image a été fortement ternie auprès de la population. J'ai eu l'occasion de poser cette question aux gens dès 2003 : « *Qu'est-ce qui vous gêne le plus chez les militaires américains en Irak ?* » Leur réponse fut quasi unanime : « *Ils n'ont aucun respect pour notre mode de vie, et pourtant ils se sont invités chez nous.* » Sur les blindés qui circulaient dans les villes irakiennes, même à majorité chiite (donc pas forcément hostiles), il était écrit en arabe : « *Tenez-vous à distance. Danger de mort* ». Cette incapacité à comprendre les mœurs locales a causé beaucoup de tort aux Américains au point que leurs propres alliés occidentaux sur le terrain évitaient qu'on les identifie à eux. Les Italiens inscrivaient sur leurs blindés qui sillonnaient les villes méridionales : « *Nous sommes Italiens !* »

À partir de 2006, les maladroites, voire l'agressivité, ont considérablement diminué. Sur le fond, il faut reconnaître que les Irakiens, dans leur immense majorité, étaient ravis d'être débarrassés de Saddam Hussein, seulement pour eux les choses s'arrêtaient là, alors que pour les Américains, leur mission commençait à peine. Tout le malentendu tient dans ce point.

Int. : *On a toujours souligné le savoir-faire des Anglais à Bassorah : à quoi est-il imputable ?*

H. D. : On a effectivement eu l'impression que les Anglais comprenaient l'Irak du fait de leur expérience coloniale dans ce pays jusqu'aux années 1950, à ceci près que la société et la culture irakiennes actuelles ne sont plus celles de ces années-là ! Voici un exemple anecdotique mais révélateur. Chez les Arabes, croyants ou non, le chien c'est la souillure. Aussi lorsqu'une patrouille britannique qui était à la recherche d'armes a déboulé brusquement dans la maison d'un chef tribal avec ses chiens renifleurs, elle commettait une double erreur : dans cette partie de l'Irak où le fusil symbolise la virilité et l'autorité, on ne désarme pas d'une façon humiliante et devant les siens un chef tribal. Et si en plus on le fait avec un chien, c'est bien pire encore ! Cette erreur s'est soldée par trois morts chez les Irakiens et six chez les militaires britanniques.

Toutefois, les Britanniques ont une façon de travailler différente de celle des Américains : ils délèguent davantage et n'ont pas la prétention d'incruster un modèle universel. Cette différence de comportement sur le terrain les conduit parfois cependant à conclure des accords tacites franchement cyniques avec des groupes armés et des milices. Ils préfèrent passer des accords avec les responsables locaux qu'ils laissent organiser leur environnement à leur guise en échange d'une cohabitation non conflictuelle, comme ce fut le cas à Bassorah jusqu'en 2008. Depuis le retrait des Anglais en 2009, les Américains sont confrontés à une population qui s'est habituée à un certain type de pratiques à la britannique et cela ne va pas sans difficultés.

La question religieuse et la classe moyenne

Int. : *Le problème religieux, dans un pays majoritairement chiite mais dirigé par des sunnites minoritaires, est tout à fait prégnant. Le passé historique et la tradition d'un État fort en Irak signifient-ils encore quelque chose ?*

H. D. : La question religieuse est, à l'évidence, centrale. Cependant, ce n'est qu'à partir des années 1990 et l'effondrement qui a suivi le retrait du Koweït que les Irakiens ont commencé à se définir en fonction de leur appartenance confessionnelle. À l'époque, le souci premier du régime de Saddam Hussein était sa survie politique, en s'appuyant exclusivement sur sa base ethnique (arabe), confessionnelle (sunnite) et tribale. Quant à l'opposition, elle se définissait majoritairement en fonction de son identité confessionnelle (chiite) ou son appartenance ethnique distincte (kurde). Quant à la majeure partie de la population, elle n'avait d'autre souci que de survivre à l'embargo, ce qui a produit un repli sévère sur elle-même. À partir de là, pour le pouvoir de Saddam Hussein, les choses se sont emboîtées à la manière de poupées russes : vu de l'extérieur, tel dirigeant est un Irakien mais, quand vous creusez, c'est aussi un

Arabe, puis un musulman, puis un sunnite, puis le membre d'une tribu fidèle. Le cœur du pouvoir s'est concentré sur cette dernière petite poupée. Dès lors, le fractionnement politico-fonctionnel de la société s'est reconfiguré.

En second lieu, à partir de ces mêmes années et de ce que les Irakiens appellent le soulèvement de 1991 pour renverser le régime de Saddam Hussein, il y a eu une réaction très hostile de ce pouvoir à l'égard des populations du sud de l'Irak. Il faut savoir que, jusqu'à aujourd'hui, une ville aussi riche que Bassorah, qui détient dans son sous-sol plus de cinquante milliards de barils de pétrole, n'a pas suffisamment d'eau potable ou d'électricité, ni de voiries, ni de sécurité. Cela a été ressenti par les habitants comme une forme de châtiment et l'a rapprochée de l'Iran pour obtenir de l'aide. Beaucoup de groupes se sont alors constitués sur la base d'une affinité politico-confessionnelle.

Int. : *Mais Saddam Hussein avait quand même créé une classe moyenne...*

H. D. : Cette classe moyenne, de cadres, de fonctionnaires et de commerçants, a été totalement ruinée à partir de la fin des années 1980 et ceux qui en ont eu la possibilité, ont émigré. L'expression politique a alors pris une forme radicale en se drapant dans l'habit religieux. Et, en voyant la carte de répartition des richesses par région, on a le sentiment, à tort ou à raison, que Saddam Hussein lui-même se basait alors sur des critères confessionnels, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Lorsque les Américains sont arrivés en Irak, leur objectif était de créer un modèle avancé de chiisme civilisateur à partir de l'Irak. Il faut se remettre dans le contexte de l'époque et se rappeler que l'invasion de l'Irak a eu lieu moins de deux ans après le 11 septembre 2001, moment où l'Amérique découvre stupéfaite que 15 kamikazes sur les 19 qui ont commis l'attentat étaient d'origine saoudienne (donc pour eux ce sont des sunnites rigoristes wahhabites). Ils ont alors envisagé une politique avec un double objectif : transformer l'Irak, à majorité chiite, d'un pays hostile en un allié, lequel ferait face, avec le soutien de l'Occident, non seulement aux monarchies sunnites mais qui constituerait aussi un contre-modèle de l'Iran chiite radical.

Or, l'Irak n'a jamais connu d'expériences politiques réellement pluralistes, ni n'a possédé de culture institutionnelle démocratique, moins encore celles d'alternances pacifiques du pouvoir. À partir de 2004-2005, les Américains ont alors été confrontés à une autre expérience, celle des diversités locales et des conflits internes, toutes réalités non maîtrisables, et qui échappent chichement à leur schéma idéologique préconçu. Ainsi la machine a déraillé.

Le Kurdistan face à son destin

Int. : *Comment va se régler le problème kurde ?*

H. D. : La France est à l'origine de deux décisions internationales basées sur le cas kurde : l'une, en 1989, lors de la conférence de Paris qui a conduit à l'interdiction des armes chimiques, suite au bombardement de la ville kurde d'Halabja ; l'autre, en 1991, lors de l'exode massif des Kurdes à la frontière turque, après la défaite du soulèvement irakien, quand la France a proposé à l'ONU d'introduire ce que l'on appelle désormais le droit d'ingérence humanitaire. Les pays occidentaux, avec le consentement de la communauté internationale, ont pris en charge la protection aérienne de la zone kurde, ce qui a provoqué le retrait des forces gouvernementales. C'est donc à partir de 1991 que les Kurdes ont forgé leur proto-État sous protection internationale.

Depuis, nous avons une génération de jeunes, éduqués uniquement en langue kurde et ne parlant pas l'arabe, qui ont des institutions et des chefs qui ne reconnaissent Bagdad, au mieux, que comme un *alter ego*. Officiellement, les Kurdes font toujours partie de l'Irak, mais d'un Irak dont la structure étatique reste encore à définir. Plus que de fédéralisme, au vu des réalités du terrain, je pense que l'on doit parler de confédéralisme de fait. Nous sommes dans une même entité mais avec des économies différentes, des relations internationales différentes et des armées différentes, des drapeaux et des symbolismes différents et, en cas de conflit entre l'État et la région kurde, on peut avoir recours à des médiations internationales, ce qui n'est pas le cas dans un État fédéral.

Le problème kurde reste donc encore devant nous. La région de Kirkuk, multiethnique avec des Turkmènes, des Arabes et des Kurdes, recèle 15 % des réserves irakiennes de pétrole. Pour les Kurdes, cette région est donc absolument vitale, dans l'hypothèse où l'Irak se déferait, pour pouvoir construire une économie et un État. Pour l'instant, il existe une relative prospérité kurde en comparaison avec le reste de l'Irak, mais le Kurdistan n'est pas exempt de contradictions, de fragilités et d'hostilités de la part de certains pays de la région. Il est debout sur un tapis que certaines puissances régionales ou internationales pourraient tirer pour le faire chuter ! Il existe également des rivalités internes, entre Jalal Talabani (kurde mais président de l'Irak) et Massoud Barzani (kurde lui aussi mais président de la région autonome kurde). C'est une rivalité entre deux générations, deux cultures, deux histoires. La question est désormais de savoir comment les Kurdes peuvent utiliser toute cette diversité identitaire, religieuse, confessionnelle, sans oublier le soufisme qui est très développé dans cette région, pour consolider et cimenter leur identité nationale.

Présentation de l'orateur :

Hosham Dawod est anthropologue au CNRS ; son terrain principal est l'Irak ; il a publié des études sur plusieurs questions : ethnicité, tribalisme, pouvoirs et parenté, dont : *Tribus et pouvoirs en terre d'Islam*, (Armand Colin, 2004) ; Faleh A. Jabar & Hosham Dawod & others, *Strategic Conflict Assessment of Iraq*, (DFID, London, 2005), traduit et publié récemment en arabe par IIST – Beirut, 2007 ; Hosham Dawod & Faleh A. Jabar (Eds), *The Kurds, Nationalism and politics* (Saqi Books, London, 2006), traduit et publié en arabe et kurde (Beyrouth, Bagdad et Erbil, 2006) ; direction du n°6 de la revue *Moyen-Orient* "Chiisme, spécificités, revendications et réformes" (Paris, 2010) ; à paraître prochainement : *Tribus et pouvoirs en Irak : de Saddam Hussein à David Petraeus* (Paris).

Diffusion janvier 2011